

**Plenary Session A:  
Opening Ministerial Segment  
Thursday, 3 June, 9.00 – 12.00 h  
Venue: Plenary Hall IKBB**

Internationale Konferenz  
für Erneuerbare Energien, Bonn  
International Conference  
for Renewable Energies, Bonn



## **KEYNOTE ADDRESS**

**Hama Amadou**

**Premier Ministre, République du Niger**

**Monsieur Gerhard Schröder, Chancelier fédéral de la République allemande,**

**Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs,**

je voudrais d'emblée vous dire, combien je me sens honoré de prendre la parole devant vous, au nom du Niger, pour apporter la contribution modeste de mon pays à la promotion des énergies renouvelables.

Mais avant d'aller plus avant dans mon propos, permettez que j'exprime les remerciements de ma délégation, d'abord au Chancelier Gerhard Schröder et aux efficaces organisateurs de cette grande conférence, ainsi qu'aux autorités de la région de la Westphalie du Nord et de la Ville de Bonn, pour avoir à la fois accepté d'accueillir ici, à Bonn, la conférence internationale sur les énergies renouvelables, et de nous y avoir invités. Je puis vous assurer que c'est avec un réel plaisir que nous assistons à celle-ci, convaincus à l'avance qu'avec toutes les éminentes personnalités présentes à cette rencontre, nous aboutirons à des conclusions qui contribueront enfin à faire progresser le développement de ces énergies alternatives, moins chères et beaucoup plus accessibles pour les laborieuses populations du sud.

## **Mesdames et Messieurs,**

assurément nous attendons beaucoup de cette conférence et ce depuis que le sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992 laissait espérer aux pays pauvres qu'il existe aussi pour eux une chance d'accéder au développement économique par le biais des énergies alternatives.

Mais bien avant cette date, c'est-à-dire depuis 1961, suite à la conférence des Nations Unies sur les sources d'énergies renouvelables tenue à Rome, le Niger s'est aussitôt lancé avec conviction, dans la recherche et le développement technologique de ce type d'énergie en vue d'en maîtriser la production pour son développement.

Néanmoins, si nous avons connu à cet égard, de réels motifs de satisfaction, le peu d'intérêt que pendant longtemps nombre de grands pays ont accordé aux énergies renouvelables ne nous a pas permis d'en tirer tout le parti que nous en espérons.

Cependant, hier comme aujourd'hui, les contraintes géographiques et socio-économiques de notre pays nous condamnent à persévérer dans la recherche de la maîtrise des énergies propres et peu onéreuses.

En effet, pays enclavé entre sept États, vaste de 1 267 000 km<sup>2</sup>, le Niger, territoire semi-désertique voisin du grand Sahara, s'étend sur plus de 600 000 km<sup>2</sup> sur les déserts du Ténéré et de l'Aïr.

Avec une population essentiellement rurale de 11 millions d'habitants, un faible niveau de revenu dépendant pour l'essentiel de maigres ressources naturelles, le Niger a peu accès à l'énergie conventionnelle. 10% des Nigériens seulement ont accès à l'électricité, pour des raisons liées à l'absence d'infrastructure de production sur place et en raison de l'insoutenable pauvreté de la majorité de mes concitoyens.

Les produits pétroliers, quant à eux, représentent moins de 5% de notre consommation énergétique car pour l'heure le Niger importe du pétrole. Il ne reste conséquemment aux populations, pour satisfaire leurs besoins énergétiques, que les combustibles ligneux, c'est-à-dire la déforestation, par nécessité, avec comme conséquence la dégradation effrénée de l'environnement.

**Mesdames et Messieurs,**

aussi, pour préserver le peu de couvert végétal qui lui reste mais également pour lutter contre la pauvreté qui constitue l'une des causes majeures de l'accélération du phénomène de désertification, le Niger n'a d'autre recours que le développement de l'énergie alternative. Mais pour y recourir, il faut d'abord y croire, et nous y croyons parce que notre pays dispose d'un potentiel important dans tous les domaines qui en constituent les sources.

En effet, le Niger jouit d'un ensoleillement majeur et permanent. Le désert du Tal à l'extrême est du pays nous offre au surplus la matière de base d'une exceptionnelle qualité pour la fabrication de panneaux solaires ; un partenariat international pourrait être envisagé pour la production des ces éléments à destination de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Le Niger possède aussi un important potentiel éolien. Cette ressource pourrait aider à exploiter les immenses réserves d'eau fossiles de plus de 2 000 milliards de m<sup>3</sup> dont regorge notre sous-sol et dont notre agriculture a grandement besoin pour les raisons que vous savez.

Le potentiel hydroélectrique existe aussi. Dans la vallée du fleuve Niger, et dans la Maggia, de nombreux sites sont favorables à la production d'énergie hydroélectrique.

**Mesdames et Messieurs,**

même si, comme je vous le disais, le pays dispose des potentialités susceptibles de lui offrir les moyens de base pour la production d'énergie à bon marché, il reste que sans un capital de ressources scientifiques pour en maîtriser la parfaite faisabilité au plan national, rien n'est possible.

C'est pourquoi le Niger a d'abord commencé par s'investir presque tout seul au départ, dans la recherche et le développement en énergie solaire.

C'est que notre pays venait tout juste d'accéder à la souveraineté politique. Aussi nos ambitions ne pouvaient-elles qu'être à la hauteur de nos rêves en raison, sans doute, de l'euphorie due à l'indépendance.

Dès 1965, la création de l'office de l'énergie solaire (ONERSOL) concrétisait cette volonté politique. Mais pour quels champs d'application ?

Cette institution avait pour objectifs concrets de contribuer modestement, dans une première phase, à la satisfaction des besoins les plus simples des populations du Niger, dans les domaines de la production d'énergie mécanique et électrique, du chauffage de l'eau pour les ménages, de la distillation de l'eau, de la cuisson des aliments et du séchage des produits alimentaires comme la viande et les légumes, en vue de leur exportation.

Au plan des réalisations, en 1969 déjà, l'ONERSOL était parvenu à la fabrication et l'expérimentation d'une pompe solaire thermodynamique d'une puissance de 1 kW destinée à l'exhaure de l'eau puis, en 1978, d'une pompe solaire thermodynamique de 1,2 kW destinée à l'irrigation expérimentale d'un périmètre de 20 ha de riz le long du fleuve. L'ONERSOL a également permis la création de la première télévision scolaire en Afrique, avec l'installation de 1 200 téléviseurs et équipements solaires dans les écoles par le système photovoltaïque.

Dans le domaine du chauffage, il a été vendu, grâce aux résultats de la recherche appliquée et à l'implantation consécutive d'une usine de production, 5 770 chauffe-eau à simple et double vitrage en 1975, année de lancement de cette usine.

Puis suivit la fabrication des capteurs plans pour les pompes thermodynamiques et les chauffe-eau.

Des distillateurs furent également fabriqués. Des systèmes de production de sel par évaporation de saumure ont été construits aux coopératives. Des cuisinières de type paraboloïde et boîte chaude ont été expérimentées. Le système de séchage a si bien réussi que le secteur privé s'est approprié ses résultats. En effet, les séchoirs fabriqués par l'ONERSOL permettent aujourd'hui aux opérateurs économiques de sécher et commercialiser au-delà de nos frontières dans des conditions hygiéniques exceptionnelles la viande (Kilichi), les oignons, les tomates, le gombo et les fruits.

L'office des postes et télécommunication a expérimenté le solaire P.V. pour une puissance de 86 kW crête.

En 1980, la télévision communautaire, c'est-à-dire un programme favorisant l'accès à la télévision des paysans des zones les plus reculées du pays, a permis d'installer dans les villages près de 1 200 téléviseurs alimentés par des panneaux solaires.

C'est dire combien mon pays a cru aux énergies renouvelables et s'y est investi avec enthousiasme. Malheureusement, avec les turbulences politiques qui ont marqué la décennie 1990 au Niger, notre économie s'est effondrée et, avec elle, le centre national d'énergie solaire qui a succédé au plan institutionnel à l'ONERSOL.

**Madame la Ministre du Développement,**

**Mesdames et Messieurs,**

nous avons découvert à cette occasion que faute de ressources suffisantes, les pays africains, quel que soit au demeurant le bien-fondé de leurs ambitions technologiques, ne peuvent durablement faire face, seuls, aux exigences financières de la recherche expérimentale et de l'innovation technologique dont ils ont pourtant besoin pour décoller.

À cet égard, la coopération internationale leur est indispensable, mais celle-ci aboutit souvent, heureusement pas toujours, à les confiner dans le rôle facile du consommateur expérimental. Ce n'est pas, croyez-moi, une critique, mais une simple observation qu'il faut faire si nous souhaitons demain réaliser en partenariat l'objectif combien urgent du transfert du capital scientifique qu'exige la maîtrise d'un minimum de technologie par les pays du sud pour leur développement.

Il est vrai que le Niger a bénéficié d'une coopération active dans les domaines des énergies renouvelables avec la France, l'Inde et la Chine.

Mais c'est surtout avec la République fédérale d'Allemagne que cette coopération a été longue et fructueuse. Initiée dans les années 80, elle avait pour objectif d'aider à la vulgarisation et la promotion des énergies renouvelables au Niger par la réalisation d'installations solaires photovoltaïques, la construction de biodigesteurs, de chauffe-eau thermiques et de pompes thermodynamiques. On peut affirmer que cette coopération a réellement soutenu les spécialistes nigériens en matière de maîtrise technologique dans le domaine solaire.

C'est peut-être pourquoi la coopération technique allemande s'est investi surtout dans un rôle d'appui et d'activités conseils à l'ONERSOL pour la mise au point des appareils conçus et réalisés par ce dernier. Je saisis donc l'occasion pour exprimer au peuple allemand notre

gratitude et nos remerciements. Cette coopération avec l'Allemagne, nous la voulons amplifiée et durable.

En un mot, nous souhaitons qu'elle se poursuive avec plus d'ambition.

**Mesdames et Messieurs,**

ce n'est pas parce que je me suis appesanti sur l'énergie solaire, dans le domaine duquel, je dois l'avouer, nous avons de réelles espérances en raison de l'ensoleillement exceptionnel dont notre pays bénéficie, certes, mais dont nous souffrons surtout présentement, que l'on peut croire les autres sources d'énergie renouvelable négligées.

C'est avec l'université de Waterloo du Canada que l'institut national de recherche agronomique a tenté entre 1997 et 1993 de s'initier dans l'utilisation des énergies éoliennes, au profit de l'hydraulique villageoise et pastorale, de l'irrigation des périmètres de cultures de contre-saison et du reboisement. Des résultats expérimentaux très encourageants ont été obtenus à Chical, Agadez et N'guigmi dans le domaine de l'exhaure de l'eau notamment.

La Coopération danoise, que je voudrais saluer au passage, a, quant à elle, fait des efforts remarquables pour réaliser avec nous, dans les gros villages, des adductions d'eau potable avec cette forme d'énergie.

**Mesdames et Messieurs,**

si la coopération dans la promotion et la vulgarisation des énergies renouvelables a démontré qu'il est possible de parvenir très rapidement avec celles-ci à introduire dans les pays africains et les pays pauvres en général, un mieux-être dans les zones les plus défavorisées de leur territoire, il reste néanmoins que son niveau, en termes de volume financier, demeure encore relativement modeste.

La démonstration scientifique de l'efficacité de ce type d'énergie en matière d'éclairage dans les villages, de ventilation, de conservation des vaccins pour la santé et de fonctionnement d'émetteurs-récepteurs dans les télécommunications et les mass médias, n'est plus à faire.

Pour nous, au Niger et dans nombre de pays africains, le développement des énergies renouvelables et leur vulgarisation contribueraient assurément à créer de meilleures conditions de vie à nos populations et, partant, réaliseraient les préalables socio-

économiques de base indispensables au décollage économique que toutes les théories de développement mises en œuvre n'ont jusqu'ici malheureusement pas autorisé.

**Madame la Ministre Wieczorek-Zeul,**

**Monsieur le Ministre Trittin,**

**Honorables délégués,**

mais la maîtrise et la vulgarisation des énergies alternatives en Afrique, ne peuvent s'envisager sans un minimum de savoir scientifique et technologique. Au Niger, nous avons tenté d'y parvenir. Nos efforts ont buté sur la non-disponibilité des ressources financières qu'il faut mobiliser. Aussi avons-nous adopté à cette fin l'approche partenariat pour contourner cet obstacle.

En effet il nous semble important qu'un pays pauvre s'initie aussi très sérieusement à la maîtrise scientifique et technologique, surtout en matière de production d'énergie peu coûteuse et propre.

**Mesdames et Messieurs,**

les efforts de mon pays pour s'inscrire de façon volontariste dans la maîtrise des sciences et de la technologie des énergies renouvelables procèdent d'une analyse pertinente des conclusions de la Conférence de Rio de Janeiro.

En effet, en se penchant sur les deux problèmes planétaires que sont la dégradation continue de l'environnement et les conséquences du développement déséquilibré entre les nations, cette conférence a fixé pour tous les pays, des objectifs très clairs :

- la lutte contre les changements climatiques en vue d'une stabilisation du climat mondial ;
- l'accès équitable à l'eau pour tous ;
- la lutte contre la désertification ;
- le développement et la vulgarisation des énergies renouvelables.

C'est dire l'importance accordée dès cette époque à la question qui nous réunit aujourd'hui.

Cependant force est de constater que dix ans après, faute de moyens, très peu d'actions ont été accomplies dans tous ces domaines.

Peut-être que la création prochaine du Fonds sur les énergies renouvelables sera de nature à améliorer significativement la situation. Mais ce fonds, à lui seul, n'y suffira pas. C'est pourquoi nous serions heureux de pouvoir compter sur l'accès aux crédits sous conditions privilégiées de la Banque africaine de développement en complémentarité avec les ressources consacrées par le Fonds européen de développement aux énergies renouvelables et le soutien à la Coopération bilatérale. Et c'est à travers ceci qu'on peut apprécier désormais la profondeur et la sincérité de l'engagement des États riches et des institutions financières internationales à atteindre, dans des délais raisonnables, l'objectif fixé.

Des amendements à nos stratégies de réduction de la pauvreté aideraient sans doute à prendre en compte la volonté de nos États à s'engager pour leur développement dans la voie de ces énergies renouvelables. En tout cas nos pays, je veux dire les moins avancés, ne peuvent compter que sur ces énergies pour accélérer leur développement, étant entendu que l'accès à l'énergie, tout comme l'accès à l'eau, conditionne largement tout succès véritable dans la lutte difficile contre la pauvreté qui exige des productions diversifiées et une productivité plus élevée dans nos zones rurales.

### **Mesdames et Messieurs,**

sans énergie à bon marché pour produire abondamment, il est, à l'évidence, impossible aux pays pauvres de participer avantageusement au commerce mondial et de créer les conditions d'une croissance économique apte à réduire la pauvreté.

Du reste, comment le pourraient-ils avec les seules énergies conventionnelles quand le baril de pétrole culmine aujourd'hui à plus de 40 dollars, du simple fait de la spéculation sur le marché mondial des matières premières.

À titre d'exemple, chaque année mon pays dépense entre 30 et 42 milliards de Francs CFA pour la satisfaction de ses besoins énergétiques.

C'est-à-dire, en termes d'équivalence, tout l'appui budgétaire de la Banque mondiale au Niger en un an.

Le poids financier exorbitant de ces importations, au regard des ressources du Niger, ne peut que grever considérablement les coûts de production de nos petites unités de transformation industrielle. Ces dépenses pesantes finissent par hypothéquer la compétitivité

de nos produits sur le marché de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Il en résulte la mort lente de notre fragile industrie naissante qui aboutit par conséquent à l'amplification du chômage et du sous-emploi.

C'est dire, par conséquent, que les objectifs de Rio réaffirmés à Johannesburg doivent être atteints, et rapidement, pour que les pays du Sud, l'Afrique en particulier, puissent lutter plus efficacement contre cette misère quasi généralisée qui en fait aujourd'hui un continent économiquement marginalisé. En effet, on ne peut, dans le monde de la globalisation, survivre avec moins d'un dollar par jour.

Un tel monde ne peut vivre en paix ou alors cette paix risque de coûter très cher. On ne peut non plus durablement espérer contenir le terrorisme quand celui-ci peut continuer à recruter ses adeptes dans les ghettos de la pauvreté, grâce aux discours déments des idéologues de la violence et du meurtre qui font croire aux laissés pour compte de la planète, qu'à travers leurs actes ignobles, c'est la pauvreté qui s'attaque à l'opulence. Le monde entier est donc en danger si la misère doit continuer à élargir et approfondir son territoire. Seule, donc, la solidarité de tous peut venir à bout de cette menace universelle.

C'est pourquoi il est bon d'élargir au plus tôt le périmètre de la vie décente sur la planète, en permettant à chaque pays de réussir son combat contre la faim et le dénuement. Le recours aux énergies renouvelables peut autoriser cette espérance.

### **Mesdames et Messieurs,**

toutefois, l'accès massif aux énergies alternatives, comme nous le souhaitons au Niger, ne sera possible dans le contexte actuel que si son développement est poursuivi en coopération à l'échelle régionale, voire planétaire, et si chaque pays met en place une véritable stratégie et un plan d'actions à cette fin pour réformer presque totalement ses modèles de production et de consommation au niveau national.

Il faut aussi qu'un système de financement adapté puisse voir le jour, car les dons ne peuvent suffire. La microfinance au profit des paysans pour leurs investissements individuels dans ce domaine doit s'articuler désormais dans une sorte de recherche de complémentarité entre les ressources du Fonds sur les énergies renouvelables en création et les fonds bilatéraux de l'Aide publique au développement, les prêts concessionnels consentis par des institutions comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, le Fonds

européen de développement et même des prêts et financements bancaires privés afin de parvenir à la réalisation de projets plus ambitieux en matière d'énergies renouvelables.

**Mesdames et Messieurs,**

c'est dans la perspective d'un recours massif aux énergies qu'en janvier 2004 le Niger s'est doté d'une stratégie et d'un plan d'action en vue de la promotion des énergies renouvelables par le secteur privé, en créant les conditions d'un environnement fiscal favorable aux intervenants du secteur, nos objectifs prioritaires à cette fin étant de parvenir très rapidement à la réduction de la pression aujourd'hui intolérable sur les ressources en bois énergie, la réduction du temps de travail des femmes rurales consacré, pour l'essentiel, aux tâches domestiques pénibles de l'exhaure de l'eau et du ramassage du bois, la promotion de l'électrification rurale par l'énergie solaire ou le biogaz, l'introduction dans les programmes scolaires des matières académiques.

**Monsieur le Chancelier Fédéral,**

**Mesdames et Messieurs,**

en venant à la présente conférence, notre espérance et grande et notre vœu le plus cher est de voir enfin, les pays développés et les organisations internationales mieux s'engager pour soutenir les initiatives africaines dans la mise en œuvre de nos plans d'actions.

Car nous croyons sincèrement, quant à nous, que les pays du Nord et ceux du Sud, en conjuguant davantage leurs efforts pour promouvoir la création de réseaux entre les centres spécialisés en matière d'énergies renouvelables, donneront une chance au développement durable de se réaliser, ce qui contribuera, j'en suis persuadé, à donner aux pays faibles plus d'aptitude à accueillir les transferts de technologies en ces matières et à les maîtriser. Ainsi, en se dotant de moyens de développement énergétiques à des conditions adaptées et moins onéreuses, les pays du Sud pourront améliorer, sans effort insoutenable, les productions marchandes dont le marché mondial est demandeur avec la participation effective et directe des communautés de base.

Ainsi verra enfin le jour la nouvelle voie de développement sans pollution et plus respectueuse de la nature dont rêvent avec justesse les écologistes du monde entier.

Mon dernier mot sera donc d'interpeller la conscience de tous les hommes et toutes les femmes de bonne volonté des États du monde et des institutions financières internationales

publiques et privées, les entreprises et les chercheurs pour agir, et agir vite, en faveur du développement, de la diffusion et du déploiement des technologies que nous souhaitons tous désormais à dimension humaine, abordables et moins polluantes pour produire.

Le transfert de ces technologies à nos pays serait véritablement à nos yeux le prélude à l'avènement d'un monde plus juste, plus équitable et plus solidaire.

Pour terminer, j'ose espérer que les résultats qui seront issus de cette conférence permettront de donner un essor certain aux énergies renouvelables afin que nous puissions relever ensemble les défis du Sommet de Johannesburg.

Je vous remercie.